

Communiqué

Pour garantir le droit de manifester à Toulouse, des mesures s'imposent

Le mouvement social contre la loi « Travail » en 2016, suivi de nombreuses luttes dans les entreprises, avaient déjà soulevé, en leur temps, la question du comportement répressif du pouvoir. Depuis le 17 novembre 2018, le mouvement dit des « gilets jaunes » se traduit, entre autres, par de nombreuses manifestations de rue. L'Acte X de ce mouvement aura lieu ce samedi 19 janvier 2019.

Comme dans un très grand nombre de villes, nous voyons à Toulouse des déploiements policiers extrêmement importants (jusqu'à 600 policiers selon la préfecture pour certaines manifestations) et une utilisation intensive, par la police nationale et la gendarmerie, de moyens en armes et matériels.

Hormis la présence de canons à eau, de blindés (le 15 décembre) et d'un hélicoptère survolant le centre ville durant des heures, les policiers déployés (CRS, EGM, CDI, BAC et policiers en civil) utilisent massivement des grenades lacrymogènes, des GMD (grenades à main de désencerclement projetant 18 projectiles via une charge de TNT), des GLI- F4 (grenades lacrymogènes instantanées assourdissantes contenant 25 g de TNT et du gaz lacrymogène) et des LBD 40 (lanceurs de balles de défense – communément appelés « Flash Ball »). Nous avons aussi, depuis le début de l'année 2019, identifié des CRS équipés de LBD « multi-coups et multi-munitions » PGL 65 (« Riot-gun Penn Arms » pouvant par exemple projeter 6 balles de défense en moins de 4 secondes).

Cet armement des policiers, unique en Europe, et son usage offensif et très intense ces dernières semaines se traduit par de très nombreux/breuses blessé.es (plusieurs centaines rien qu'à Toulouse) dont certain.es gravement (énucléations, fractures faciales, thoraciques, de membres inférieurs et supérieurs, traumatismes crâniens entre autres).

Ces déploiements policiers que nous estimons totalement disproportionnés et l'utilisation massive de ces armes, qui blessent gravement et mutilent, contre des manifestant.es largement pacifiques créent un climat de peur destiné à dissuader la population d'exprimer dans la rue son désaccord avec la politique mise en œuvre par le pouvoir en place.

Comme nous l'avons annoncé lors de la réunion publique du 7 janvier, salle « Barcelone » à Toulouse, **nous demandons l'interdiction définitive dans la dotation des policiers destinés à assurer le maintien de l'ordre des grenades GMD et GLI-F4 ainsi que des LBD simples ou multi-coups** (comme le demande lui-même, Jacques Toubon, Défenseur des droits). **Nous exigeons que le respect de l'intégrité physique et psychique des citoyen.es en manifestation soit au cœur de la formation et de l'action des forces de police.**

Nous demandons aussi, sur la base de deux années d'observation à Toulouse des pratiques des forces de police en manifestation, que les unités utilisées pour le maintien de l'ordre soient des unités formées et préparées spécifiquement à cette tâche. **Nous demandons le retrait de la police pénale**, en particulier des Brigades Anti-Criminalité, **des dispositifs destinés à encadrer les manifestations et qu'un audit soit réalisé sur la formation et le déploiement des Compagnies Départementales d'Intervention.**

Toulouse – Le 17 janvier 2017

Observatoire toulousain des Pratiques Policières, Ligue des Droits de l'Homme, Fondation Copernic, Syndicat des avocats de France, Amis du monde Diplomatique, ATTAC, CGT, FSU

